

Titre Premier : Dispositions générales

Vu les accords conclus entre le Royaume du Maroc et la République Islamique de Mauritanie

- l'accord relatif aux transports aériens,
- l'accord sur la navigation maritime,
- le protocole d'accord en matière de pêche maritime et l'échange de lettres y annexé,
- l'accord commercial et les listes y annexées, faits le 5 jourmada I 1390 (9 juillet 1970) à Rabat ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification, fait le 27 safar 1398 (6 février 1978) à Rabat,

A Décidé ce qui suit :

Article Premier : Seront publiés au Bulletin officiel, tels qu'ils sont annexés au présent dahir, les accords conclus entre le Royaume du Maroc et la République Islamique de Mauritanie :

- l'accord relatif aux transports aériens,
- l'accord sur la navigation maritime,
- le protocole d'accord en matière de pêche maritime et l'échange de lettres y annexé,
- l'accord commercial et les listes y annexées, faits le 5 jourmada I 1390 (9 Juillet 1970) à Rabat.

Article 2 : Le présent dahir sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 20 rebia II 1399 (19 mars 1979).

Pour contresigner : Le Premier ministre,

Ahmed Osman.

Accord entre le gouvernement de S.M. le Roi du Maroc et le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie relatif aux transports aériens.

Le Gouvernement de S.M. Le Roi Du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie,

Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre le Maroc et la République Islamique de Mauritanie, et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine ;

Désireux : d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago, le 7 décembre 1944, ci-après désignée "la convention" ;

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le gouvernement de S.M. le Roi du Maroc : M. Imani, ministre des travaux publics et des communications ;

Le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie : M. Soumare Diaramouna ministre du commerce et des transports ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

Sont convenus de ce qui suit :

Titre Premier : Dispositions générales

Article premier

Les parties contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'annexer ci-jointe.

Article 2

Pour l'application du présent accord et de son annexe :

- a) Le mot "territoire" s'entendra au sens de l'article 2 de la convention ;
- b) L'expression "autorités aéronautiques" signifie :
 - en ce qui concerne le Maroc, le ministère des travaux publics et des communications, direction de l'air ;
 - en ce qui concerne la République Islamique de Mauritanie, la direction de l'aviation civile ;
- c) L'expression "entreprise désignée" signifie une entreprise de transport aérien que l'une des parties contractantes aura désignée par écrit, conformément à l'article 18, comme étant l'entreprise autorisée à exploiter les services agréés dans le cadre du présent accord ;
- d) Les expressions "équipement de bord", "provisions de bord" Et "rechange" s'entendront au sens des définitions figurant à l'annexe 9 de la convention.

Article 3

Afin d'éviter toute pratique discriminatoire et d'assurer une parfaite égalité de traitement, les parties contractantes conviennent que :

- a) Les taxes ou autres droits fiscaux et redevances perçus par chaque partie contractante pour l'utilisation des aérodromes et autres installations aéronautiques sur son territoire par les aéronefs de l'autre partie contractante ne devront pas être plus élevés que ceux payés par les aéronefs nationaux de même type employés à des services internationaux similaires ;
- b) Sous réserve de l'observation des règlements de la partie contractante intéressée :
 - 1) Les aéronefs utilisés par les entreprises désignées de l'une des parties contractantes, introduits sur le territoire de l'autre partie contractante ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord et le matériel, en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autres droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit ;
 - 2) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord destinés à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe 1 ci-dessus seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre partie contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires

3) Les carburants et huiles lubrifiantes, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées

4) d'une partie contractante sur le territoire de l'autre et réexportés resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux.

Article 4

Toute entreprise désignée par une partie contractante pourra maintenir son propre personnel technique et administratif indispensable sur les aéroports et dans les villes de l'autre partie contractante où elles a l'intention d'avoir sa propre représentation. Dans la mesure où une entreprise désignée renonce à avoir une organisation propre sur les aéroports de l'autre partie contractante, elle chargera ; autant que possible ; des travaux éventuels le personnel des aéroports ou celui d'une entreprise désignée de l'autre partie contractante.

Article 5

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des parties contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre partie contractante, aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées, à l'annexe ci-jointe. Chaque partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre partie contractante ou par tout autre Etat.

Article 6

a) Les lois et règlements de chaque partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre partie contractante ;

b) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant sur le territoire de chaque partie contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes, au régime des devises et à la quarantaine.

Article 7

Chaque partie contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre partie contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre partie contractante ou de nationaux de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 6 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Chaque partie contractante ne fera usage de ce droit qu'après une consultation au sens de l'article 9 ci-dessous à moins qu'un arrêt immédiat de l'exploitation ou l'application immédiate de conditions restrictives ne soient nécessaires pour prévenir de nouvelles contraventions aux lois et règlements.

Article 8

Chaque partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre partie contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. La dénonciation aura effet trois mois après la date de réception de la notification par l'autre partie contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la partie contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception, au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 9

Chaque partie contractante pourra, à tout moment, demander une consultation entre les autorités aéronautiques compétentes des deux parties contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent accord.

Cette consultation commencera au plus tard dans les trente jours à compter du jour de réception de la demande.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet accord entreront en vigueur après confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

Article 10

a) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 9, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les gouvernements des parties contractantes, il sera soumis sur demande d'une des parties contractantes, à un tribunal arbitral ;

b) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux gouvernements désignera un arbitre ; ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.

Si dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés ou si dans le cours du mois suivant leur désignation, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque partie contractante pourra demander au président du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de procéder aux désignations nécessaires ;

c) Le tribunal arbitral, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable à la majorité des voix. Pour autant que les parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège ;

d) Les parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive ;

e) Si l'une des parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la partie contractante en défaut ;

f) Chaque partie contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

Article 11

Le présent accord et son annexe seront communiqués à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour y être enregistrés.

Article 12

Le présent accord devra être mis en harmonie avec tout accord de caractère multilatéral qui viendrait à lier les deux parties contractantes.

Article 13

Chaque partie contractante accorde aux aéronefs des entreprises de transport aérien assurant un service international, de l'autre partie contractante :

- a) Le droit de traverser son territoire sans y atterrir. Il est entendu que ce droit ne s'étend pas aux zones dont le survol est interdit et qu'il devra, dans tous les cas, s'exercer conformément à la réglementation en vigueur dans les pays dont le territoire est survolé.
- b) Le droit d'atterrir sur son territoire pour des raisons non commerciales, sous réserve que l'atterrissage ait lieu sur un aéroport ouvert au trafic international.